

Communiqué de presse - 23 septembre 2016

Non à la fermeture des petites douanes !

Les élus, réunis ce vendredi 23 septembre, autour de Monsieur Jean DENAIS, Président de l'ARC, Madame Virginie DUBY-MULLER, Député et Vice-Présidente du Conseil départemental de la Haute-Savoie, Madame Stéphanie PERNOD-BEAUDON, Député et Vice-Présidente du Conseil régional Auvergne Rhône-Alpes et Pierre-Jean CRASTES, Vice-Président de l'ARC et Président de la Communauté de communes du Genevois, ont manifesté leur vive opposition au projet de fermeture de certaines petites douanes du canton de Genève. Tous appellent le Conseil d'État de la République et Canton de Genève à la responsabilité ! Genève organise sa propre thrombose : c'est faire fausse route que d'aggraver la congestion automobile de notre agglomération transfrontalière sans offre alternative de transport. La seule solution réside dans le renforcement des moyens consacrés à la mobilité transfrontalière en transports publics.

Le conseiller d'État genevois chargé de la Mobilité, Monsieur Luc BARTHASSAT, a l'intention de procéder à des tests de régulation du trafic aux petites douanes via l'extension des horaires de fermeture actuels des douanes de quatre villages frontaliers. Cette expérimentation vise tout simplement à barrer la route aux travailleurs frontaliers. A l'heure où, faute de logements suffisants, un actif sur trois dans le canton de Genève réside en dehors des frontières cantonales, et alors même que le nombre de travailleurs frontaliers étrangers continue d'augmenter (83 139 personnes mi-2016 en progression de 5,5% sur un an) ainsi que le nombre de résidents suisses en zone frontalière (+ de 20 000 actifs suisses déclarés), la décision est stupéfiante.

Les douanes concernées sont Soral 2, Sezegnin, Certoux et Chancy : la mise en œuvre de ce test consistera tout simplement à rabattre près de 8 000 véhicules sur la douane de Bardonnex et autres points de passage déjà congestionnés. Entre 7h et 8h du matin, le nombre de véhicules augmenterait d'un tiers à Bardonnex sur son créneau le plus chargé. Ce test devrait déboucher sur d'autres fermetures de douanes : outre l'aggravation d'un trafic d'agglomération catastrophique, c'est une sanction supplémentaire pour les entreprises et les employés genevois. C'est aussi une très mauvaise nouvelle pour la qualité de l'air et la santé publique de nos habitants.



De gauche à droite : Frédéric Mugnier - maire de Valleiry, André Bonaventure - maire de Viry, Pierre-Jean Crastes - Vice-Président de l'ARC et Président de la Communauté de communes du Genevois, Virginie Duby-Muller - Député et Vice-Présidente du Conseil départemental de la Haute-Savoie, Jean Denais - Président de l'ARC, Stéphanie Pernod-Beaudon, Député et Vice-Présidente du Conseil régional Auvergne Rhône-Alpes, Antoine Vielliard - Maire de Saint-Julien-en-Genevois.

Contact presse

Sébastien JERDELET - +33 (0)630 91 48 16 - communication@arcdugenevois.fr - www.arcdugenevois.fr
ARC Syndicat mixte (Assemblée régionale de coopération du Genevois français)

La mobilité du Grand Genève mérite mieux que des mesures empreintes de relents populistes : la frontière du canton compte 550 000 passages de douane quotidiens (dernier chiffre disponible datant de... 2011). La saturation routière est l'effet direct de l'attractivité du canton de Genève, et plus globalement du Grand Genève, dont la croissance démographique est exceptionnelle, parmi les plus dynamiques d'Europe. Chaque année le Grand Genève accueille 15 000 habitants par an depuis 10 ans, soit l'équivalent de 6 500 foyers à loger pour 9 000 véhicules de plus sur les routes. Chaque jour, le Grand Genève compte 25 voitures de plus auxquels s'ajoutent les flux qui viennent de l'extérieur du territoire !

Cette situation témoigne d'une grande vitalité économique mais emporte nombre de conséquences négatives pour notre territoire : dégradation du cadre de vie et de la qualité de l'air, perte de compétitivité, et engorgement des petits villages frontaliers suisses et... français ! Les travailleurs frontaliers n'apparaissent pas par magie à la frontière des villages genevois, il leur arrive aussi de traverser des villages du Genevois français avant de franchir la frontière...

La situation actuelle doit appeler des réponses. Des mesures alternatives existent pour préserver les villages frontaliers genevois : sécurisation des voiries, évitements routiers, adaptation des plans de circulation, feux de régulation... Plusieurs propositions de contournement routier ont été portées par des députés genevois devant le Grand Conseil : elles sont bien plus constructives qu'une fermeture des petites douanes.

En tant que représentants des territoires frontaliers, nous pensons que ce n'est pas en repoussant le problème ailleurs qu'on lui trouve une solution. Cette situation appelle, au contraire, une vision globale et une action coordonnée en encourageant les transports en commun, en créant des alternatives efficaces au tout voiture, comme le Léman Express, les trams, les bus, les parking-relais, etc. L'expérience montre que dès qu'une nouvelle desserte transfrontalière est proposée, elle trouve son public : les 11 lignes transfrontalières de bus en direction de Genève ont vu leur fréquentation doubler en 5 ans avec 7 millions de passagers en 2015.

Faut-il rappeler que les collectivités françaises avaient proposé de construire des P+R côté français pour délester le réseau routier cantonal genevois ? Le 18 mai 2014, le peuple genevois a refusé le cofinancement de ces ouvrages qui répondaient pourtant aux préoccupations exprimées par les villages frontaliers du canton de Genève. Le canton de Genève s'est également désengagé du financement des infrastructures de transport transfrontalières, pourtant consigné dans un accord signé par toutes les parties en 2012... Le Conseil d'État continue la politique de fermeture du canton de Genève mais où sont les résultats ? La thrombose du territoire est organisée à présent par le canton de Genève lui-même !

Les élus du Genevois français ont pris leurs responsabilités : en 5 ans, ce seront près de 870 millions d'€ d'investissement qui seront mobilisés par les partenaires français pour la mobilité sur le territoire français du Grand Genève dans plusieurs projets de trams, de Bus à Haut Niveau de Services, de parking-relais (P+R), etc.

Les élus français proposent depuis maintenant 15 ans au canton de Genève de développer des transports publics transfrontaliers : il s'agit du plus important potentiel de réduction du trafic automobile pour le canton de Genève. Quelles sont les solutions ? Des offres de transports publics dignes du Grand Genève et la mise en place des P+R au plus proche de ces offres ! Sans alternatives viables, notre agglomération continuera à souffrir de sa mobilité.

Les élus du Genevois français sont prêts à relever les défis de la mobilité transfrontalière, gagnons que le Canton de Genève saura faire progresser sa position vers un projet qui soit digne de l'image de la Genève internationale.

Contact presse

Sébastien JERDELET - +33 (0)630 91 48 16 - communication@arcdugenevois.fr - www.arcdugenevois.fr
ARC Syndicat mixte (Assemblée régionale de coopération du Genevois français)



Les élus du Genevois français présents à Ambilly le 23 septembre 2016.

Citations :

« Genève paye l'absence de ses choix en termes de mobilité transfrontalière. Plus d'un quart de sa main d'œuvre réside en France. Notre région a besoin d'un véritable engagement sur les transports publics transfrontaliers. Je suis frappé par la contradiction fondamentale entre la volonté d'ouverture internationale de Genève, ses efforts pour peser dans le concert mondial, et la fermeture annoncée de ces douanes. Les collectivités françaises fournissent des efforts budgétaires exceptionnels sur le terrain de la mobilité. Elles ont aujourd'hui besoin d'un partenaire capable du même engagement ! » **Jean DENAIS, Président de l'ARC Syndicat mixte, Maire de Thonon-les-Bains.**

« La proposition du Conseil d'État de fermer certaines petites douanes n'est pas à la hauteur des enjeux ! Nous avons pris nos responsabilités : nous investissons aujourd'hui lourdement dans les transports publics transfrontaliers avec le Léman Express, des projets de trams, des lignes de bus transfrontalières, le covoiturage, les modes doux et des P+R. Les partenaires français du Grand Genève font des efforts considérables. » **Virginie DUBY-MULLER, Député, Vice-Présidente du Conseil départemental de la Haute-Savoie.**

« D'un côté, nous inaugurons la jonction des chantiers français et suisse du Léman Express, de l'autre le Canton de Genève entend fermer des petites douanes : quelle contradiction ! Ce projet unilatéral de fermeture de petites douanes est un non-sens. Au-delà d'une aggravation du trafic pendulaire, c'est une attaque contre le vivre-ensemble. Des instances transfrontalières de coopération et de gouvernance du Grand Genève existent, elles doivent être saisies en amont de tels sujets. » **Stéphanie PERNOD-BEAUDON, Député de l'Ain, Vice-présidente du Conseil régional Auvergne Rhône-Alpes.**

« La fermeture des petites douanes pénalisera les usagers du réseau routier de l'agglomération bien au-delà des seuls travailleurs frontaliers qui empruntent quotidiennement ces petites douanes. Proposons des alternatives avant de contraindre les automobilistes frontaliers, attendons au moins que le Léman Express produise ses effets ! » **Pierre-Jean CRASTES, Vice-Président de l'ARC, Président de la Communauté de communes du Genevois**

Contact presse

Sébastien JERDELET - +33 (0)630 91 48 16 - communication@arcdugenevois.fr - www.arcdugenevois.fr
ARC Syndicat mixte (Assemblée régionale de coopération du Genevois français)